



Contre la loi raciste Darmanin-Le Pen Ouvrir les frontières, droits égaux pour tous

Lundi 11 décembre, Darmanin a vu son projet de loi contre les migrants et migrantes retoqué à l'Assemblée. Vendredi 15 décembre, il était à Calais pour le défendre à nouveau. Le même jour, au large des côtes, deux hommes ont disparu en tentant de se rendre en Angleterre, allongeant encore la liste des noyés de la Manche et de la Méditerranée. Mardi 18, il s'aligne, sur ordre de Macron, avec les républicains d'Éric Ciotti et les racistes du Front national.

« Une victoire idéologique » clame Marine Le Pen. Une victoire des idées xénophobes des plus nauséabondes, oui. Mais une victoire facile, tant Macron et Darmanin avaient déjà fait de chemin dans ce sens. Tant déjà leur politique anti-immigration, comme celle de tous les gouvernements européens, tue.

Une surenchère anti-immigrés et contre tous les travailleurs

Ce ne sont jamais les hommes d'affaires, les dirigeants de firmes multinationales ni les exploités qui rencontrent des barrières : pour eux, la liberté de circulation est totale ; elle l'est pour leurs capitaux et leurs marchandises, issues du pillage des richesses sur toute la planète.

Si toute la droite de Macron à Le Pen en passant pas Ciotti veut durcir les règles contre les migrants, c'est pour permettre au patronat de les exploiter toujours plus, en faisant dépendre leur titre de séjour de leur emploi, en exerçant un chantage au renouvellement des papiers. Car il faut aux patrons des travailleurs immigrés pour remplir les tâches les plus pénibles et les plus mal payées. Et c'est à nous tous qu'ils s'en prennent en s'en prenant à nos camarades de travail.

Le caractère raciste de ce projet de loi, par ces aspects les plus injustes, notamment concernant les possibilités de se soigner pour les travailleurs immigrés et leur famille, a fait quelques remous dans les rangs du Modem ou de quelques députés et ministres macronistes qui renâclent. Mais, voté ou pas, l'accord passé entre Macron, Ciotti et Le Pen montre le chemin que prennent ceux qui nous gouvernent pour durcir leur politique anti-ouvrière, dont la politique anti-migrants est un volet.

Mêmes patrons, même combat !

La gauche parlementaire s'en offusque aujourd'hui. À la bonne heure pourrait-on dire, si on

oubliait que cette gauche, quand elle était au pouvoir, n'a jamais défendu l'ouverture des frontières et les droits des migrants et migrantes. Si on oubliait que c'est sa politique anti-ouvrière qui a ouvert la porte à un Macron et à la progression de l'extrême droite.

Tout ce que les travailleurs et les travailleuses ont jamais gagné, c'est par leurs luttes, les manifestations et les grèves. Dans ces luttes, comme au travail au quotidien, quelle que soit notre nationalité, avec ou sans papiers, on est tous de la classe de ceux et celles qui triment pour produire des richesses... et qui touchent des salaires bien inférieurs à la richesse qu'ils produisent !

La seule frontière pour nous, c'est celle qui sépare les exploités des exploités.

Celles et ceux qui ont dû traverser les mers et les frontières sont parmi les plus exploités d'entre nous, dans les cuisines des restaurants, les chantiers de bâtiment, l'entretien des bureaux ou les services à la personne, sans papiers, non déclarés, en intérim ou emploi précaire. Raison de plus pour être toutes et tous solidaires.

Non à la loi Macron-Darmanin-Le Pen contre nos frères et sœurs immigrés. C'est nous tous, travailleurs français comme immigrés, que gouvernants et patrons trouveront en face d'eux dans les grèves et dans la rue, dans les semaines et les mois qui viennent

Nos emplois, nos vies, avant leurs profits

La réorganisation de la région Île-de-France nous inquiète. Nous n'avons aucune information sur l'impact que cela va avoir. Pour nos collègues de Montgeron dont le CRC va fermer en 2027, c'est concret. Ils doivent chercher par eux-mêmes une solution de reclassement. S'ils viennent au Pecq, cela implique déménagement ou allongement des trajets.

Nous n'avons pas à faire les frais d'une réorganisation qui vise à faire toujours plus de profits en diminuant nos effectifs. Pas question de nous laisser faire, nous pouvons en discuter collectivement et nous organiser nous aussi !

Souriez, vous êtes corporate

Jeudi dernier, tous les agents du Pecq étaient fortement incités à participer à une photo de groupe. Évidemment, il y en a toujours qui rechignent à se serrer les uns contre les autres et à sourire, ce qui peut se comprendre vu le contexte de sous effectif et de surcharge de travail.

Et il y a fort à parier que nous serons plus nombreux la prochaine fois à esquiver le rendez-vous, car la méthode a été très limite : l'obligation annoncée à la va-vite, juste avant, qu'on allait devoir signer des « droits à l'image » ; puis les ordres au mégaphone pour nous manipuler dans une mise en scène captée par le drone... Cela n'aurait pas été compliqué de nous l'expliquer avant.

Espérons que le service communication s'éclate avec sa mission et qu'on soit nous aussi contents du résultats... Mais on imagine déjà les beaux slogans de Suez et l'aspect commercial qui accompagnera la présentation. La prochaine fois, on hésitera à être corporate.

Augmentation du Smic au 1^{er} janvier : ridicule !

Pour « tenir compte de l'inflation », dit le gouvernement, le Smic va augmenter au 1^{er} janvier de... 1,13 %. Le salaire minimum brut horaire passera de 11,52 euros à 11,65 euros. Soit une augmentation de 15,61 euros en net mensuel. Vraiment pas de quoi sabler le champagne... On ne peut pas vivre aujourd'hui avec moins de 2 000 euros par mois. Mais ça, c'est dans les rues et les entreprises qu'il faudra le rappeler au gouvernement.

Quand Casino joue au Monopoly

Des salariés de Casino et leurs soutiens ont manifesté à Saint-Étienne dimanche 17 décembre. Ils craignent pour les emplois, car le groupe s'appête à céder ou fermer ses magasins en raison d'une dette estimée entre 7 et 12 milliards !

Des syndicats dénoncent les actionnaires et la direction qui ont joué avec la peau de 50 000 travailleurs. Ceux-ci n'ont rien à attendre des promesses du ministre de l'Économie Bruno Le Maire, qui fait mine de cornaquer les négociations avec Carrefour, Lidl, Intermarché ou Auchan. Potentiels repreneurs, ils font déjà la chasse aux coûts dans leurs propres enseignes. Les salariés ne pourront compter que sur leur lutte pour mettre la pression maximum sur tous ces vautours.

Énergies fossile : en avant toute !

À peine l'accord final de la COP 28 avait-il été signé, que le président qatari de la conférence, annonçait qu'il allait poursuivre les investissements record de sa société de production de pétrole et de gaz. Dans le même temps, l'Agence internationale de l'énergie publiait son rapport annuel révélant que la planète n'avait jamais consommé autant de charbon qu'en 2023. La demande mondiale a atteint 8,53 milliards de tonnes, un record historique.

Mais rien n'est perdu. Il y aura une COP 29 l'an prochain en Azerbaïdjan, autre gros producteur de pétrole, à l'issue de laquelle sera adopté un nouvel « accord historique » qui, comme d'habitude, ne résoudra rien. Sale temps pour la planète, sous le capitalisme... Changeons le système, pas le climat !

Calais : « génocide de migrants »

C'est ce qu'ont dénoncé les manifestants, lors de la visite de Gérald Darmanin dans la ville. La visite du ministre de l'Intérieur a coïncidé avec un nouveau naufrage. L'embarcation, avec 66 personnes à bord, a chaviré, faisant au moins un mort et deux disparus. Olivier Ternisien, coprésident de l'association Osmose 62, a déclaré : « On a des témoignages d'exilés qui nous racontent que les forces de l'ordre crèvent le canot pneumatique dans l'eau. On n'avait jamais entendu d'histoire pareille auparavant. » De leur côté, les autorités britanniques prévoient d'investir 500 millions d'euros sur quatre ans pour militariser davantage la frontière maritime. Des infamies des deux côtés de la Manche.

Un grand merci !

Nous remercions tous nos généreux donateurs, qui nous ont permis de récolter dans le drapeau rouge la somme de 32 euros. De quoi faire de nouveaux bulletins Révolutionnaires et continuer à dénoncer l'exploitation capitaliste, à Suez et ailleurs. Une autre société est possible, elle dépendra de nos luttes collectives, car les salarié.e.s sont à la base de tout.